Fernand Dumont (1927-1997)

sociologue, Université Laval

(1964)

“L’État, la gauche et la droite”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Fernand Dumont, "L'État, la gauche et la droite". Un article publié dans la revue *Socialisme 64*, Revue du socialisme international et québécois, no 3-4, hiver 1964, pp. 31-37.

M. Fernand Dumont (1927-1997), sociologue, enseignait la sociologie à l'Université Laval.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 7 novembre 2004 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Fernand Dumont

“L’État, la gauche et la droite”.

Un article publié dans la revue *Socialisme 64*, Revue du socialisme international et québécois, no 3-4, hiver 1964, pp. 31-37.

M. Fernand Dumont (1927-1997), sociologue, enseignait la sociologie à l'Université Laval.

SOCIALISIME 64 ouvre une rubrique où des personnalités québécoises expriment leur point de vue sur la situation de la gauche. En marge d'un colloque récent, dans une entrevue télévisée par Radio-Canada, Fernand Dumont, professeur à l'université Laval, a défini son option. Selon Fernand Dumont, le sociologue ne peut pas prédire ce qui se passera. Il peut néanmoins déceler les grandes options entre lesquelles les hommes auront à choisir. Nous lui laissons la parole.

Q. - Au Québec nous sommes privilégiés, puisque, selon M. Dumont, il ne nous reste pas plusieurs options, mais seulement deux. Pourquoi ?

R. - Je pense que le facteur fondamental qu'il faut évoquer et autour duquel les divers choix vont s'organiser, c'est l'importance de l'État. Il est frappant de constater que la grande partie de notre population est actuellement favorable à une action beaucoup plus profonde de l'État, en particulier sur le plan du développement économique. Mais à partir de cette option qui rallie l'ensemble des individus, des lignes de clivage vont apparaître que je qualifierais très sommairement de gauche et de droite. Il est possible que, du côté de la droite, l'État serve à l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires canadienne-française beaucoup plus importante que celle que nous avons connue. De cela, il y a des indices très précis. Je pense par exemple au rôle de la Société générale de financement qui apparaît extrêmement ambigu : est-ce qu'il s'agit vraiment d'une reconnaissance économique du Canada français ou est-ce qu'il s'agit tout simplement d'une manière, pour une petite bourgeoisie d'affaires qui appartient à notre nationalité, de se faire aider par l'État ? Enfin, c'est autour de cela, me paraît-il, que peut porter l'option de la droite.

Par ailleurs, il y a la gauche. Tout développement d'une société doit reposer sur des cadres, sur des individus qui sont ce que nous appelons, nous, dans notre langage, des définisseurs de situations. Depuis assez longtemps, il existe ici des définisseurs de ce genre. Mais ils sont extrêmement dispersés. Vous avez, par exemple, des militants ouvriers, de jeunes fonctionnaires de l'État du

Québec, de jeunes fonctionnaires de l'État fédéral qui sont malheureux à Ottawa, de jeunes techniciens des entreprises étrangères établies ici, des gérants de coopératives, etc. Des groupes très dispersés, et qui d'ailleurs se sont formés à des moments différents de notre histoire. Par exemple, le mouvement coopératif remonte beaucoup plus loin dans le passé que les réformes du fonctionnarisme qui permettent actuellement l'apparition de jeunes technocrates. Eh bien, il est possible que, du côté de la gauche, ce soit une coordination de ces élites dispersées qui apparaisse comme le support du développement futur de notre société. En l'occurrence, ce qu'il nous faudrait, bien sûr, c'est une sorte d'idéologie coordinatrice, c'est-à-dire des objectifs communs dans lesquels ces hommes actuellement très divers pourraient se reconnaître comme faisant partie d'un même groupement, comme ayant les mêmes intentions fondamentales. C'est peut-être de ce côté que la gauche, à mon sens, peut s'orienter. Donc, deux grandes options : je ne crois pas que l'on puisse déterminer d'autres extrêmes.

Q. - Quelle serait, M. Dumont, votre option ?

R. - Là, vous ne vous adressez pas strictement au sociologue. Pourtant, les sociologues ont toujours des options personnelles. Il faut qu'ils en aient. Le fait qu'on ait opté soi-même pour une forme de société nous aide, bien sûr, à comprendre et à prévoir la signification de l'option des autres. Eh bien, pour moi, je confesserai volontiers que j'opte pour la seconde voix.

Q. C'est-à-dire dit côté de la gauche, pourquoi ?

R. Oh! pour plusieurs raisons, dont certaines sont évidemment très personnelles. Commençons par une raison peut-être un peu plus générale. Depuis cent ans notre société se cherche à travers une idéologie nationaliste. Il y a quelques années, on la contestait très aisément, sans doute parce qu'elle avait fini par être symbolisée par les hommes que l'on sait. Mais depuis que cette idéologie traditionnelle n'est plus utilisée comme justification par le duplessisme, nous sommes susceptibles d'en faire une nouvelle lecture. Or, nous découvrons que dans le nationalisme traditionnel, il y avait certains thèmes extrêmement intéressants, certains thèmes d'ailleurs qui reparaissent dans le néo-nationalisme : par exemple, la constatation d'une prolétarianisation de la nation, un certain idéal, très original d'ailleurs, de société sans classe. Eh bien, il me semble qu'une option actuelle dans le sens de la gauche dont je vous ai parlé est non seulement efficace pour la situation où se trouve notre milieu, mais qu'elle représente aussi une sorte de continuité par rapport à une histoire déjà ancienne. J'aime bien moi, insister sur la solidarité avec les anciens. On a l'impression que l'on continue quelqu'un. Et sur ce plan, il me paraît incontestable que nous pourrions continuer ceux qui nous ont précédés.

Et d'autre part, j'ai des raisons personnelles. J'en avouerai une très volontiers. Je suis moi-même d'un milieu ouvrier et l'accession à la culture n'est acceptable que si on reste fidèle de quelque manière au milieu dont on est issu.

Q. - Est-ce que nous avons connu dans notre histoire des options aussi importantes ?

R. - On pense tout de suite à la Conquête, bien sûr, ou si vous voulez au lendemain de la Conquête. Mais il me semble que l'option la plus importante, qui ressemble d'ailleurs un peu à la nôtre actuellement, se situe dans les années 1840. C'était au lendemain de la Rébellion. Deux options, en gros, s'offraient à cette génération qui trouvait ses inspirations dans le désespoir des années 1840. D'une part, continuer d'être une nation avec un certain nombre de conséquences : par exemple, accepter que l'Église soit l'épine dorsale, l'armature de la société canadienne-française. D'autre part, perpétuer les idéologies de la bourgeoisie libérale canadienne-française (Papineau, etc.) qui s'étaient constituées avant la Rébellion, à l'imitation du libéralisme britannique d'abord, américain et français ensuite. Les hommes de cette époque ont compris que c'était deux options très différentes : par exemple, si on adoptait la seconde, il fallait continuer la lutte contre l'Église. Nos pères ont décidé de maintenir la nation, ils ont décidé de se choisir comme une nation, et cela comportait encore une fois un certain nombre de conséquences, en particulier le refus de la révolution politique violente, un certain conservatisme, etc. Ils ont choisi, en somme, pour un siècle. Nous sommes maintenant placés dans une situation où il faut choisir à nouveau.

Q. - Alors, cette option actuelle, est-ce que c'est l'option de la dernière chance ? Pour les Canadiens français ?

R. - C'est fort possible. Pour les hommes de 1840, choisir disons la démocratie avec les idéologies de ce type aurait impliqué fatalement l'annexion aux États-Unis, c'est-à-dire, la disparition de la nation. Actuellement, si nous choisissons la nation, cela suppose évidemment aussi certaines exclusions, par rapport au Canada et aux États-Unis. Je pense que cela implique, en particulier, la constitution d'un État du Québec qui soit, à toutes fins pratiques, indépendant.

Q. Mais économiquement ?

R. Il s'agit d'élaborer une stratégie économique. Nous n'avons pas les moyens de nous débarrasser du capital américain. D'ailleurs, cela n'a aucun intérêt. Nous devons en profiter. Il s'agit simplement, disons par un examen un peu minutieux et un peu systématique de la situation, de voir quels secteurs devront continuer d'être exploités par des capitaux américains, mais quels

autres secteurs, décisifs aussi ceux-là, devront être exploités directement par l'État. J'y reviens, l'État devra jouer, dans cette circonstance, un rôle fondamental : nous n'avons pas de grande bourgeoisie, nous n'avons pas de grands capitaux. Seul, l'État peut ici prendre l'initiative du développement. Mais pour qu'il le fasse, il devra avoir un statut très différent de celui qu'il a dans la Confédération canadienne actuelle. Sur le problème dont nous parlons les autres provinces n'ont pas ces difficultés; elles n'ont sans doute pas besoin autant de l'État que nous. Si nous attendons beaucoup de l'État, il faut lui donner un statut qui n'aura pas de place fatalement dans la Confédération canadienne actuelle.

Q. - L'application de cette option, vous la voyez difficile, avec heurts, bouleversements sociaux ... comment ?

R. - Difficile, mais sans révolution violente, parce qu'à mon sens, le problème n'est pas là. Je reviens à certaines idées que j'exprimais tantôt. Nous aurons une transformation décisive de notre milieu dès le moment où nous aurons réussi à mettre ensemble des élites qui existent déjà dans notre milieu. C'est un travail qui suppose bien plus une action quotidienne : l'élaboration de certaines idéologies coordinatrices, la formation de militants, la transformation de certains de nos mouvements sociaux. Je pense, par exemple, aux mouvements coopératifs, à d'autres mouvements du même genre. Mais cela ne suppose pas du tout la révolution violente. Au contraire, nous risquons de rater les problèmes décisifs si nous donnons un caractère trop romantique, ou disons trop spectaculaire, à nos revendications.

Post scriptum

Mes camarades de Socialisme 64 m'ayant demandé de reproduire cette entrevue à la télévision, j'ai accepté malgré certaines réticences. De libres propos, nécessairement très brefs et orientés par les questions d'un interlocuteur ne peuvent être tenus comme l'équivalent d'un article où la pensée se fait nécessairement plus nuancée et plus systématique. De toute façon, on a respecté les règles du genre, en se contentant de quelques corrections de style ou en ajoutant ça et là quelques mots pour la clarté des énoncés.

Il serait donc abusif de vouloir combler ici toutes les lacunes, de tenter de développer telle ou telle proposition. J'ajouterai quand même, comme en marge de cette conversation, deux remarques qui me paraissent importantes.

1. - J'ai parlé d'une relecture de l'idéologie nationaliste traditionnelle, laissant à entendre que celle-ci avait été trop vite récusée. Ce n'était pas là une proposition improvisée au hasard du dialogue. Depuis des années, à côté d'autres recherches, je me suis attaché à l'étude minutieuse de cette idéologie et c'est ma conviction profonde que les interprétations que l'on en donnait aux lendemains de la dernière guerre étaient profondément faussées. Nous avons trop vu le nationalisme d'antan à travers l'oppression duplessiste. Or Duplessis n'était probablement pas plus nationaliste que le Grand Mongol ... Et surtout, dans ce qu'on est accoutumé de qualifier de "nationalisme", il y avait bien davantage: des éléments d'un diagnostic, des éléments aussi d'un idéal social qui méritent d'être considérés d'un regard neuf, à la lumière de la situation actuelle de notre milieu. J'espère pouvoir rendre compte avant longtemps, dans un ouvrage étendu, de mes analyses de l'idéologie traditionnelle en la situant par rapport à une interprétation sociologique de l'évolution de la société canadienne-française. On en trouvera un premier échantillon dans une étude sur "La représentation idéologique des classes au Canada français" qui paraîtra, en 1965, dans Recherches sociographiques.

2. - J'ai été amené à dire ma position quant à l'indépendantisme. J'adhère à l'idéal d'une future république canadienne-française. Mais la réalisation de ce rêve n'est pas pour demain : nous ne sommes pas prêts. Tirons-en une énergie renouvelée pour les tâches prochaines qui, elles, sont énormes : il s'agit d'édifier des cadres, de développer notre économie, d'intensifier notre essor sur le plan de l'éducation et de la culture. Ce rêve n'est valable que s'il nous pousse à travailler aujourd'hui : ne le gaspillons pas en vaines explosions - même verbales. Je tiens à marquer enfin que, pour moi, l'indépendance est subordonnée au sort de la classe ouvrière. Ce serait la suprême fumisterie si l'épanouissement national masquait l'urgence de transformations sociales beaucoup plus importantes. Bien avant l'humiliation de la nation, il y a l'exploitation des ouvriers, des paysans, des pauvres. C'est assez pour dire où sont mes solidarités premières.

F. D.

Second post-scriptum

Juste au moment où Socialisme 64 va sous presse, on me communique le numéro de novembre de Révolution québécoise. M. Pierre Vallières y consacre six pages à la petite entrevue que l'on vient de lire. Le commentaire noie un peu mon propos : l'auteur utilise parfois une phrase que j'ai dite pour développer sa réflexion - qui se trouve ainsi à coïncider parfois avec la mienne. C'est un inconvénient, me semble-t-il, de définir ainsi sa pensée personnelle à

partir de celle d'autrui. Mais un examen rapide de tout le numéro me laisse croire que c'est là, sans doute, une politique de cette revue. On peut dégager une pensée révolutionnaire en réfléchissant sur la tradition socialiste, sur la société et sur la classe ouvrière; c'est une méthode qui me plaît assez. On peut aussi, j'imagine, penser la révolution en commentant les déclarations de Trudeau, du Dr Jutras, de Gilles Pellerin, de Fernand Dumont ou de Tartempion : ce paraît être la méthode de Révolution québécoise, et je n'ai pas le loisir d'en discuter.

Selon M. Vallières, j' "évite soigneusement de parler de socialisme", et je me "contente de parler de la droite et de la gauche" (p. 17). Si j'avais voulu dire "socialisme", croyez-moi, cher monsieur, je l'aurais dit. J'ai parlé de "la gauche", sachant bien que ce n'est pas la même chose. On m'a demandé comment je voyais les grandes options qu'allait prendre notre société. J'ai essayé de répondre par une constatation. Ça, voyez-vous, c'est un vice de sociologie dont il est bien difficile de se débarrasser: tâcher d'abord d'évaluer les groupements qui se forment et d'en percevoir la composition et l'idéologie. C'est un autre problème de savoir si le socialisme pourra se frayer un chemin au sein de cette gauche : un très gros problème, en vérité sur lequel on ne m'a pas interrogé. Et, comme je n'écrivais pas un article, mais que je tâchais de répondre poliment aux questions qu'on me posait, quelque diable bourgeois me poussant sans doute, je n'ai pas eu l'occasion, pour cette fois, de dire mon avis là-dessus. Je n'ai pas dit non plus que j'étais catholique : les "Annales de la bonne sainte Anne" ne me l'ont pas encore reproché. On m'a demandé, par ailleurs, si je me situais, par rapport à l'option de gauche et j'ai répondu affirmativement. Vous auriez préféré que je me range à droite ?

Secourable devant les limites de ma pensée et celles de la télévision, M. Vallières continue ma réflexion : je rêve, paraît-il d' "une société réformatrice, alliée des États-Unis..." C'est un louable effort, mais je ne m'y reconnais pas. J'ai bien dit: "nous n'avons pas les moyens de nous débarrasser du capital américain. D'ailleurs, cela n'a aucun intérêt. Nous devons en profiter". Et ensuite, dans un autre passage que cite M. Vallières (p. 18), j'ai parlé d'une "stratégie" à l'égard du capital américain. Conclure, à partir de là, que je propose une "alliance", c'est de la malhonnêteté. "On se garde bien, écrit-il encore, de définir les secteurs qui devront continuer, ou non, d'être exploités par les Américains". Il m'a été d'autant plus facile de "m'en garder" que je ne sais pas très bien comment j'aurais pu le faire dans une entrevue de 12 minutes dont ce n'était d'ailleurs pas le thème principal. Et, surtout, il faudra beaucoup de recherches encore pour établir une liste de ce genre. Si M. Vallières dispose d'un pareil inventaire, s'il a une stratégie précise à proposer, s'il peut dire comment nous pourrions nationaliser demain ALCAN, les domaines forestiers exploités par les capitaux américains et quelques autres peccadilles, je l'écouterai ("religieusement", me souffle ma conscience bourgeoise). Pour l'instant, si je parle d'une stratégie, où l'État devra nationaliser, mais en

distinguant ce qui est décisif pour l'orientation globale de l'économie et en faisant des compromis pour le reste, c'est que je ne peux espérer qu'une reconquête progressive. Je dirais du capital américain exactement ce qu'écrit du Canada un collaborateur de M. Vallières dans le même numéro de Révolution québécoise (p. 15): "Vouloir atteindre d'un coup à l'indépendance totale, à la sécession, c'est comme exiger d'un pied-bot qu'il participe à un marathon. Car les forces en présence sont actuellement trop disproportionnées pour s'affronter dans une telle performance".

M. Vallières nous parle enfin d'une révolution accomplie par la classe ouvrière. Je suis tenté d'être d'accord avec lui, mais je crains de ne pas très bien savoir sur quoi. Comment la voit-il cette révolution? Elle devra poursuivre quels objectifs ? Quels seront les technocrates chargés de la gérance de la propriété collective ? Comment concevrons-nous les mécanismes de contrôle et de contestation de cet État par les ouvriers ? Je ne me moque pas, je ne pose pas ces questions pour écarter le rêve de M. Vallières, car il est fort possible que le mien s'en rapproche. Mais on n'écrit pas des phrases de ce genre : "Seule une révolution accomplie par la classe ouvrière pourra donner à la nation québécoise une indépendance réelle" (p. 22) - sans ajouter quelques détails. J'ai beau ne pas être d'accord avec les valeurs de la bourgeoisie, je n'ai pas l'intention, pour ma part, de lui abandonner la raison raisonnable.

F. D.

Fin du texte